



Rapport économique 2023

Royaume-Uni

6 juillet 2023

Executive Summary

- Le Royaume-Uni traverse une période économique délicate. Si le taux de chômage actuel à 3.8% est historiquement bas et la récession annoncée semble évitée, l'inflation reste supérieure à 8%, les taux d'intérêt en hausse pèsent sur le marché immobilier et le pays traverse une crise du pouvoir d'achat.
- Alors que trois premiers ministres se sont succédés en 2022 et qu'une crise financière a été évitée de justesse, le PM Sunak et son chancelier de l'échiquier Hunt ont apporté une certaine sérénité politique depuis octobre dernier. Les défis sociaux restent toutefois de taille, et la situation budgétaire est tendue avec un taux d'endettement supérieur à 100% et un déficit public de 6.3% du PIB en 2022.
- La signature du « cadre de Windsor » a permis de reprendre le dialogue avec l'UE dans plusieurs domaines, sur une base apaisée. En parallèle, le Royaume-Uni poursuit une politique commerciale active, négociant des accords de libre-échange avec plusieurs partenaires, dont la Suisse. Le commerce numérique est un secteur prioritaire.
- Assurer la sécurité économique et énergétique du pays est au cœur de la politique extérieure britannique ; dans un contexte de guerre en Ukraine et de tensions avec la Chine, le Royaume-Uni essaie d'assurer les chaînes d'approvisionnement, notamment pour les métaux rares nécessaires à la transition énergétique.
- Le déficit commercial britannique s'est élevé à 58.3 milliards GBP en 2022. Alors que le pays est un exportateur net de services avec un surplus de 149,7 milliards GBP, le déficit dans le commerce des marchandises s'élève à 208 milliards GBP.
- Les relations économiques bilatérales sont solides et dynamiques. Sans inclure l'or, le volume commercial est passé de 12'160 millions CHF à 13'077 millions CHF. La Suisse est la 7^{ème} destination d'exportation pour le Royaume-Uni, et le 12^{ème} pays d'importation.
- La Suisse est le 8^{ème} investisseur au Royaume-Uni, mais plusieurs entreprises suisses présentes dans le pays décrivent le climat d'investissement actuel comme incertain, notamment du fait des changements réglementaires post-Brexit. La banque, l'assurance et la pharma restent les domaines les plus représentés.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du pays hôte	6
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	9
4.1.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i>	9
4.2	Commerce bilatéral	9
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	10
4.2.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i>	10
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	10
5.1	Evolution et perspectives générales	10
5.2	Investissements bilatéraux	11
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	11
6.1	Instrumente de la promotion économique extérieure suisse	11
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	12
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		13
ANNEXE 2 – Principales données économiques		14
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		15
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		16
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		17

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La crise du pouvoir d'achat est le thème central des douze derniers mois. Comme ailleurs en Europe et dans le monde, des signes précurseurs d'inflation se sont manifestés au Royaume-Uni dès fin 2021, sans que la Banque d'Angleterre ne réagisse : comme ses consœurs européennes, elle craignait alors d'entraver la reprise économique post-pandémique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions occidentales ont ensuite bouleversé le marché mondial de l'énergie et conduit à une hausse massive de son prix. L'économie britannique est particulièrement dépendante du gaz (40% de la production d'électricité), dont plus de la moitié est importée. La population a vu son niveau de vie baisser ; les salaires réels ont diminué, avec des niveaux de compensation au renchérissement variables selon les secteurs. Les employés des services publics s'en sortent moins bien que ceux du privé. L'actualité est marquée par les mouvements de grève dans les transports, la santé ou l'éducation, bien que leur intensité ait baissé depuis le printemps.

Depuis 2022, la politique monétaire s'est rapidement resserrée, avec des taux d'intérêts passant de 1,25% en juin 2022 aux 5% actuels. Des hausses supplémentaires ne sont pas à exclure ; après un pic à 11.5% en octobre 2022, l'inflation a finalement commencé à baisser, passant de 10,1 % en mars à 8,7 % en avril, mais elle stagne à ce niveau depuis et l'inflation sous-jacente augmente. Entre février et avril 2023, les salaires ont augmenté de 7.2% tandis que l'inflation des prix des denrées alimentaires - celle qui frappe le plus durement les ménages - ne diminue que marginalement et reste proche des 20%. L'inflation ne devrait pas passer sous la barre des 2% avant 2025, selon les projections de la Banque d'Angleterre. En conséquence, les taux hypothécaires atteignent des niveaux très élevés, au point que les médias britanniques parlent désormais d'une crise hypothécaire. En pleine année électorale, plus de 800'000 ménages devront ré-hypothéquer leur logement en 2024, avec une facture supplémentaire estimée à 2'900 GBP par famille.

Les perspectives économiques restent incertaines : avec un pronostic de croissance de 0.3% du PIB, le pays pourrait échapper à la récession initialement envisagée pour 2023, mais la politique monétaire restrictive pourrait inverser la tendance. Le taux de chômage, de 3.8% en avril, reste à son niveau le plus bas depuis 1974. Le marché du travail souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qui touche à la fois le secteur public et privé, et autant les emplois qualifiés que non-qualifiés. La pénurie est particulièrement marquée dans l'hôtellerie, l'agriculture et les services ; au total 500'000 travailleurs manquent à l'appel. Le gouvernement poursuit une politique d'immigration ciblée sur les personnes qualifiées, qui dans les faits compense avant tout le manque de personnel dans le système de santé. Le taux de participation au travail est en-deçà de la moyenne de l'OCDE, tout comme la productivité, dont la croissance est l'une des plus faibles parmi les économies développées. L'économie britannique souffre d'un manque d'investissements dans de nombreux domaines (santé, infrastructure), qui se ressent dans les services publics. Plus que jamais, la métropole londonienne reste le moteur de l'économie britannique, et les disparités entre la capitale et le reste du pays sont flagrantes. La stratégie de « levelling-up » du gouvernement, qui vise à stimuler le développement économique des régions, peine à porter ses fruits. Nombre de projets subissent des retards ou sont repoussés faute de moyens.

L'arrivée de Jeremy Hunt comme chancelier de l'échiquier a stabilisé la gouvernance économique du Royaume-Uni et rassuré les marchés financiers, après l'instabilité occasionnée par le « mini-budget » du gouvernement Truss. Après l'*Autumn Statement* du nouveau chancelier qui avait remis l'orthodoxie fiscale au goût du jour, le budget de printemps 2023 est presque passé inaperçu. Lutte contre l'inflation, baisse du déficit et création d'emplois sont trois des cinq priorités du PM Sunak pour 2023 (les deux restantes étant baisse du temps d'attente dans les hôpitaux et réduction de l'immigration illégale), reflétées dans le budget. Le gouvernement tente de stimuler la participation au travail par l'octroi de 30 heures de garde d'enfant payées par semaine pour les jeunes enfants et en réformant la fiscalité des retraités. Des mesures fiscales sont aussi prises pour favoriser les investissements. Grande annonce de l'automne dernier, le programme d'aide aux ménages pour payer les factures d'énergie est poursuivi jusqu'en juin 2023. Tous les yeux sont désormais tournés vers les élections

prévues en 2024. A ce titre, l'*Autumn Statement 2023* est perçu comme la dernière opportunité pour le gouvernement conservateur de faire des annonces fiscales pouvant améliorer ses perspectives électorales.

En signant le « Windsor Framework » avec l'UE, le PM Sunak a misé sur l'apaisement avec le principal partenaire économique du Royaume-Uni. Il a amélioré la bonne volonté de l'UE vis-à-vis de son pays dans certaines discussions importantes, notamment sur l'énergie, les services financiers, le programme Horizon Europe ou l'environnement (coopération potentielle notamment sur les droits d'émissions et le CBAM). La page du Brexit semble ainsi tournée. Preuve supplémentaire du pragmatisme retrouvé, le gouvernement a renoncé à supprimer par principe toutes les réglementations issues de l'UE d'ici 2024 (Retained EU Law), pour adopter une approche au cas par cas. Plus à l'écoute des préoccupations du secteur privé que des Brexiteers durs au sein de son parti, le PM a compris que les entreprises avaient besoin de sécurité juridique et de perspectives claires dans la politique économique.

Le Royaume-Uni cherche encore sa nouvelle place sur la scène internationale. Il peine à attirer les investisseurs, qui, face aux incertitudes réglementaires et commerciales qui y règnent, se tournent plus facilement vers les pays de l'UE. Il négocie activement des accords de libre-échange, sans parvenir à compenser la perte d'accès au marché unique. Face à des développements comme l'*Inflation Reduction Act* américain, le pays ne peut plus s'abriter derrière l'UE, ni profiter de ses subsides, ni compter sur un statut de partenaire privilégié des USA. A lui seul, il ne peut pas mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir son industrie, dans un environnement économique international plus protectionniste et interventionniste. En particulier, l'industrie automobile britannique craint de perdre de grandes parts de marché face à la concurrence internationale subventionnée. Sans subsides pour la fabrication de batteries, le pays n'est pas non plus en mesure de jouer un rôle dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des voitures électriques. De nombreuses voix se font entendre pour exiger une nouvelle stratégie industrielle. Cependant, au-delà de ses réticences de principe vis-à-vis de l'interventionnisme économique, le gouvernement n'a pas les moyens financiers d'une politique très ambitieuse.

Le ministère des Affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS) a été dissous en février 2023 au sein de trois nouveaux ministères. La partie affaires a été rattachée au ministère du Commerce. Une autre partie a été rattachée au nouveau département pour la Science, l'innovation et la technologie. La composante énergie a été incluse dans un nouveau département pour la Sécurité énergétique et net zéro, dont le ministre de tutelle reste Grant Shapps. Sa mission officielle est de stimuler la croissance et de résoudre la crise énergétique. Net zéro reste à ce titre un objectif majeur dans l'agenda gouvernemental. Le 30 mars, le ministre a présenté un plan visant à garantir la sécurité énergétique du pays tout en soutenant les industries vertes, avec 2 milliards GBP d'investissements à la clé. Les étapes stratégiques définies dans le document intitulé *Powering up Britain* visent à assurer la transition verte tout en se concentrant sur ses avantages en termes d'indépendance énergétique et de croissance économique ; l'un des objectifs est de créer un demi-million d'emplois verts d'ici à 2030. Les mesures annoncées comprennent la promotion des technologies de capture et de stockage du carbone, des investissements dans les infrastructures éoliennes en mer, le soutien à la production d'hydrogène et le développement de l'énergie nucléaire. L'amélioration de l'efficacité énergétique du parc immobilier britannique, l'installation de pompes à chaleur et la promotion de modes de transport durables sont également au cœur du plan. Au-delà des effets d'annonce, il n'est pas sûr que les moyens mis en œuvre soient à la hauteur des ambitions.

Net zéro, politique énergétique et « levelling-up » sont étroitement liés. Les emplois verts promis, les investissements dans le nucléaire, dans les parcs éoliens et dans des clusters de capture de carbone doivent profiter avant tout aux régions décentralisées, tout comme certains projets miniers (moins verts) promus par le gouvernement. Cela devrait permettre de compenser les pertes d'emploi dans les industries à haute consommation de carbone, même si des experts mettent en garde contre le manque de travailleurs qualifiés dans ces domaines. L'Ecosse joue un rôle clé dans la stratégie énergétique britannique, comme exportateur net vers le reste du pays.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Le secteur des services continue de dominer largement l'économie britannique. L'agriculture représente actuellement 0.8 % du PIB, la production industrielle 20,1% (y compris le secteur de la construction) et les services 79.1%. Environ 82 % des emplois sont concentrés dans le domaine des services. Selon les chiffres du gouvernement¹, la part des services financiers dans le PIB du Royaume-Uni s'élevait à 8,3% en 2021 et à 19% du PIB à Londres. La capitale génère 53% des revenus des services financiers au niveau national. En outre, le secteur représente environ 1,08 million d'emplois, soit 3% de l'emploi total ; il a généré 4% des recettes fiscales pour l'année fiscale 2020/21. En 2020, 57,6% de tous les investissements nets au Royaume-Uni ont été réalisés dans le secteur financier.

Avec New York, Londres est la place financière qui offre la palette de services la plus large : banque commerciale et d'investissement, assurances, gestion de fonds, négoce de titres, de produits dérivés et de devises. Dans le *Global Financial Center Index*, Londres occupe en mars 2023 la deuxième place derrière New York et laisse loin derrière les autres places financières européennes comme Paris (14), Amsterdam (16), Francfort (17), Luxembourg (19) ou encore Zurich (20) et Genève (23). Edimbourg arrive à la 27^{ème} place. Le Brexit a certes coûté entre 5'000 et 7'000 emplois dans les services financiers, et la bourse de Londres a été dépassée par celle de Paris (volume total du marché des actions) ou celle d'Amsterdam (volume d'actions échangées quotidiennement) ; mais Londres reste le plus grand exportateur net de services financiers. Avec un marché du capital-investissement le plus développé en dehors des États-Unis, Londres est un site attractif pour les jeunes pousses de la fintech qui sollicitent l'aide d'investisseurs en capital-investissement et en capital-risque. L'écosystème fintech de Londres est ainsi considéré comme le plus attractif en dehors de San Francisco. Des banques "challengers" comme Revolut ou Wise, ou encore le fournisseur de services de paiement pour les boutiques en ligne Checkout ont leur siège mondial à Londres. Le Royaume-Uni est en outre le principal hub pour la gestion des hedge funds, ainsi que le premier marché de l'assurance en Europe et le quatrième au monde. Londres est le plus grand centre de négoce de produits dérivés au monde.

Le comportement des entreprises a évolué depuis la pandémie, tant pour les investissements en Suisse que pour les exportations au Royaume-Uni. Elles sont plus prudentes. Avant d'engager des fonds substantiels au Royaume-Uni, elles prennent en compte un environnement des affaires devenu plus volatile, avec des structures de coûts souffrant d'une inflation supérieure à la moyenne européenne. Dans ce contexte, le Swiss Business Hub continue de s'engager dans les secteurs les plus innovateurs de l'économie britannique. Les deux pays font partie du top 10 mondial en matière de savoir-faire technologique. Des opportunités pour les entreprises suisses existent notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, les sciences de la vie, et l'ingénierie de la performance. En continuant d'améliorer les conditions-cadres de leurs relations bilatérales ("Mind the Gap Plus"), les deux pays parviennent à assurer des avantages concurrentiels à leurs investisseurs et exportateurs. Notamment la signature d'un mémorandum d'entente portant sur la coopération en matière de recherche et d'innovation entre nos deux pays le 10 novembre 2022 devrait permettre de renforcer les partenariats dans ces domaines.

Le gouvernement britannique s'est engagé à développer l'infrastructure numérique y compris le haut débit et la connectivité 5G, avec une stratégie numérique publiée en juin 2022² et une autre sur les semi-conducteurs dévoilée en mai 2023³. Les entreprises suisses spécialisées dans les équipements de télécommunications, les infrastructures de réseau et les solutions de connectivité pourraient explorer des partenariats ou des contrats dans ce domaine. En outre, plusieurs villes du Royaume-Uni, telles que Londres, Manchester et Bristol, adoptent des initiatives de « villes intelligentes ». Ces projets impliquent l'intégration de technologies numériques dans les principaux services urbains, tels que les transports, la gestion de

¹ Les chiffres du [gouvernement](#) diffèrent de ceux de [CityUK](#), l'organisation représentant le secteur

² [UK Digital Strategy](#)

³ [National Semiconductor Strategy](#)

l'énergie et la sécurité publique. Cette évolution offre des opportunités de coopération avec les principales villes suisses interconnectées à l'internet des objets, telles que Zurich, Bâle, Lugano et Genève.

Avec la croissance du paysage numérique, la cybersécurité est une préoccupation essentielle pour les entreprises et le gouvernement au Royaume-Uni. La Suisse bénéficie d'une législation solide en matière de protection des données dans ses frontières, avec des organisations de premier plan telles que Proton, axées sur le cryptage. Le Swiss Business Hub organise chaque année un "Cyber Symposium" en collaboration avec l'équipe de l'Attaché de défense - au cours duquel des PME suisses présentent leurs technologies et échangent avec leurs homologues britanniques sur les opportunités et les défis dans le secteur. L'industrie 4.0, pour laquelle la Suisse est internationalement reconnue, présente une base solide pour la coopération mutuelle entre les deux marchés.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Suite au Brexit, la première priorité de politique commerciale du gouvernement a été de finaliser l'accord de commerce et de coopération TCA avec l'UE, et de reproduire bilatéralement les accords de libre-échange (ALE) de l'UE existants avec des pays tiers (accords dits "roll-over", entre autres avec la Suisse et le Japon). Le Royaume-Uni a désormais commencé à moderniser ces accords "roll-over". Des négociations sont en cours, notamment dans le cas des ALE avec la Suisse, Israël, le Canada et le Mexique.

Le gouvernement se concentre également sur la conclusion de nouveaux accords de libre-échange, pour faire valoir sa capacité à diriger sa politique commerciale de manière souveraine et montrer des résultats concrets à la population. L'accent est mis sur l'approfondissement des relations commerciales avec les pays du Commonwealth et de la région Asie-Pacifique, en particulier avec les membres du CPTPP. Un nouvel accord de libre-échange a été signé avec l'Australie en décembre 2021 et avec la Nouvelle-Zélande en février 2022. Ils sont entrés en vigueur le 31 mai 2023. Avec Singapour, le Royaume-Uni a signé le 25 février 2022 un accord sur l'économie numérique, qui ambitionne de devenir une référence mondiale établissant des règles exigeantes dans le domaine. Il a également signé récemment des accords similaires avec la Corée du Sud et avec l'Ukraine. Ces différents accords constituent pour le Royaume-Uni des cadres de référence dans ses futures négociations, y compris avec la Suisse.

La priorité de l'année en cours est l'adhésion au nouveau partenariat transpacifique (CPTPP). Les négociations d'adhésion du Royaume-Uni ont été formellement lancées le 22 juin 2021 et conclues fin mars 2023. La cérémonie de signature devrait être scellée lors de la réunion ministérielle du CPTPP en juillet à Auckland. Une fois cette étape franchie, la prochaine priorité du gouvernement britannique sera de finaliser un ALE avec l'Inde d'ici aux prochaines élections (en Inde ou au Royaume-Uni en 2024). Des négociations sont aussi en cours avec le CCG. En raison de l'évolution politique, aucune négociation n'est actuellement à l'agenda avec la Chine.

Présenté comme un des principaux avantages post-Brexit, le Royaume-Uni a longtemps voulu croire au lancement des négociations d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, mais il s'est heurté à une fin de non-recevoir de l'administration Biden qui ne considère pas la conclusion de nouveaux ALE comme prioritaire. Toutefois, plusieurs améliorations ponctuelles ont été obtenues dans le domaine de l'acier et pour certains produits agricoles. Le Royaume-Uni tente de supprimer des obstacles concrets au commerce et d'encourager les investissements par une politique commerciale plus ciblée, notamment par des MoU avec certains États américains. Lors de leur rencontre du 8 juin 2023, le président Biden et le PM Sunak ont annoncé une « Déclaration de l'Atlantique » pour renforcer la sécurité des chaînes d'approvisionnement et augmenter le commerce entre les deux pays dans des secteurs stratégiques, notamment la défense, les métaux rares et le nucléaire. Dans le cadre géopolitique actuel et vu les tendances protectionnistes matérialisées dans *l'Inflation Reduction Act*, le Royaume-Uni s'efforce de s'allier aux USA pour mobiliser une coalition

des démocraties libres sous l'angle de la sécurité économique. Le Royaume-Uni utilise aussi pleinement les enceintes multilatérales dont il fait partie (OCDE, G7, G20) pour mettre en avant ses priorités de politique économique, notamment dans le domaine des nouvelles technologies et de la transition vers net zéro.

En 2022, le gouvernement britannique a mis en place une stratégie visant à garantir l'approvisionnement du pays en métaux rares⁴. Cette stratégie identifie 18 minerais d'importance critique, essentiels à la transition énergétique ; sur ces 18 minerais, 12 sont produits en Chine exclusivement. Au niveau international, la demande en métaux rares devrait être multipliée par quatre dans les années à venir. La stratégie met l'accent sur les partenariats internationaux nécessaires pour diversifier et assurer la transparence de la chaîne d'approvisionnement. Depuis la publication de la stratégie, le Royaume-Uni a développé des accords sur les chaînes d'approvisionnement en métaux rares avec de nombreux pays, notamment le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite et certains États américains.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

- **Évaluation de la conformité** : En novembre 2022, la Suisse et le Royaume-Uni ont signé un accord de reconnaissance mutuelle (MRA) en matière d'évaluation de la conformité, qui est entré en vigueur en 2023. En complément de l'ALE actuel avec le Royaume-Uni (qui contient trois secteurs de produits), le MRA couvre cinq secteurs supplémentaires. Parallèlement, le DBT et le SECO ont prolongé les mesures unilatérales dans 12 autres secteurs jusqu'en octobre 2023. Du côté suisse, la question se posera à l'avenir de savoir si, comment et quand le droit britannique s'écarte du droit européen dans certains secteurs et donc aussi de l'ordre juridique suisse. Dans le contexte de la *Retained EU Law* mentionnée au chapitre 1, le DBT a rassuré le SECO en mai 2023 en indiquant qu'aucune dérogation ou suppression du droit de l'UE n'était actuellement envisagée dans les secteurs couverts par le MRA. La poursuite de la prolongation des mesures unilatérales sera réexaminée en octobre afin d'identifier les divergences potentielles.
- **Accord sur la reconnaissance des qualifications professionnelles** : le 14 juin 2023, la Suisse et le Royaume-Uni ont signé un accord qui remplace le régime transitoire en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles. Le nouveau texte offre un cadre permanent à partir de 2025. Il devra être ratifié par l'Assemblée fédérale l'année prochaine. L'accord permet l'accès aux professions réglementées dans les deux pays et offrira un avantage aux professionnels et entreprises suisses, qui pourront continuer à offrir leurs services au Royaume-Uni. L'accord prévoit aussi la possibilité d'offrir des règles plus favorables spécifiques à une profession (par exemple une reconnaissance automatique), par la conclusion d'arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) ou par l'ajout d'annexes à l'accord. L'accord prévoit d'ailleurs déjà une annexe spéciale pour les avocats. Il existe un fort potentiel pour approfondir également la collaboration et la reconnaissance des diplômes dans le domaine de l'apprentissage.
- **Négociations d'un accord sur les services financiers** : La coopération avec la place financière britannique reste très importante. La négociation d'un accord sur les services financiers (MRA) entre la Suisse et le Royaume-Uni se poursuit et constitue toujours une priorité pour nos deux pays. Ce dernier doit permettre l'accès transfrontalier au marché pour différents services dans les domaines de l'assurance, de la banque, de la gestion d'actifs et de l'infrastructure de capital. Pour le Royaume-Uni, un accord sur les services financiers avec la Suisse constituerait un exemple positif de gain lié au Brexit, tout en positionnant sa place financière comme ouverte, compétitive et interconnectée au niveau mondial. Les développements sont suivis de près à la "City" et à Westminster, car un tel accord constituerait une première mondiale. Une certaine impatience commence toutefois à se faire ressentir, tout comme une baisse d'intérêt au sein du secteur financier qui attend de voir des résultats concrets.

⁴ [UK Critical Minerals Strategy](#)

- **Négociations d'un accord de libre-échange** : les discussions exploratoires se sont terminées fin 2022. Un mandat de négociation a été adopté par le Conseil fédéral en février 2023. Les négociations ont été officiellement lancées à Berne le 15 mai lors d'une rencontre entre le Conseiller fédéral Parmelin et la ministre du Commerce Badenoch. La Suisse souhaite notamment intégrer dans l'accord des dispositions sur le commerce des services, les investissements, le commerce numérique, les droits de propriété intellectuelle, les petites et moyennes entreprises ainsi que sur des aspects du développement durable dans le commerce. Une première ronde de discussions au niveau technique a été menée à Londres fin mai. La prochaine ronde devrait avoir lieu en septembre.
- **Mesures de sauvegarde dans le domaine de l'acier** : l'ambassade est en contact régulier avec le SECO et informe la centrale des nouveautés concernant les procédures en cours au Royaume-Uni (*Trade Remedies Authority*). Les mesures de sauvegarde provisoires pour cinq catégories d'acier sont en vigueur jusqu'en juin 2024. Le ministère du Commerce est conscient que cette situation pose des questions de conformité avec les règles de l'OMC, mais donne la priorité aux considérations de politique intérieure.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Comme mentionné plus haut, le gouvernement a décidé en février 2023 de fusionner le *Department for International Trade* (DIT) avec la section économique de BEIS (*Department for Business, Energy & Industrial Strategy*) créant le *Department for Business and Trade* (DBT). Kemi Badenoch reste la ministre responsable du DBT, ce qui constitue pour elle un renforcement du portefeuille et, du point de vue de la Suisse, une continuité bienvenue après les nombreux changements intervenus en 2022. Le Conseiller fédéral Parmelin et la ministre Badenoch se sont rencontrés à trois reprises au niveau bilatéral depuis l'automne dernier.

Dans les 12 mois jusqu'à mars 2023, les importations britanniques de biens et services se sont élevées à 901 milliards GBP (+21,8% par rapport à la période précédente), et les exportations à 842,7 milliards GBP (+24%). Le déficit commercial s'établit ainsi à 58,3 milliards GBP⁵.

En 2022, les exportations totales du Royaume-Uni (biens et services confondus) ont dépassé les niveaux de 2019, alors qu'elles étaient inférieures en 2020 et 2021. De même, les importations de biens et de services en provenance de l'étranger ont également dépassé le niveau pré-pandémique. Toutefois, une fois les prix ajustés de l'inflation et une fois les métaux précieux exclus, il ressort que le commerce extérieur britannique en termes réels reste encore en-deçà du niveau de 2019⁶. Il ressort des dernières statistiques que seules 10% des entreprises britanniques sont tournées vers l'exportation. Ces entreprises sont toutefois 20% plus productives que la moyenne⁷.

En 2022, le Royaume-Uni a exporté pour 340 milliards GBP de biens et de services vers l'UE, soit 42 % du total des exportations britanniques⁸. Le Royaume-Uni a importé pour 432 milliards GBP de biens et services de l'UE, soit 48 % du total des importations britanniques. Le Royaume-Uni a enregistré un déficit commercial de 92 milliards GBP avec l'UE, contre un excédent de 5 milliards GBP avec les pays non membres de l'UE. La part de l'UE dans les échanges commerciaux du Royaume-Uni a diminué. Alors que dans les années 2000, l'UE représentait 50 à 55 % des exportations britanniques, en 2022 ce chiffre est tombé à 42%. La part des importations britanniques en provenance de l'UE a également diminué depuis la même période, mais dans une moindre mesure que les exportations. Sans surprise, c'est l'Irlande du Nord qui a la plus forte proportion d'échanges avec l'UE au sein du Royaume-Uni.

⁵ ONS

⁶ House of Commons Library: [Statistics on UK-EU Trade](#)

⁷ ONS : [UK trade in goods and productivity: new findings](#)

⁸ ONS : [UK Trade in numbers](#)

Malgré un engagement intense dans le domaine de la politique commerciale, dans sa dernière analyse, l'Office pour la responsabilité budgétaire (OBR) estime que le volume d'exportations et d'importations sera sur le long-terme 15% en dessous de ce qu'il aurait été sans la sortie de l'UE. L'OBR évalue également la perte de productivité – donc de PIB - à 4% sur le long-terme⁹. Ces pertes pourront difficilement être compensées par les gains des nouveaux accords de libre-échanges, estimés dans une fourchette entre 0.1% du PIB (Australie) à 0.8% du PIB (CPTPP).

L'analyse des tendances commerciales post-Brexit est compliquée par les effets de la pandémie de Covid 19, du conflit en Ukraine et des autres facteurs de déstabilisation économique (grèves) ; il est souvent difficile de distinguer les tendances résultant du Brexit de celles dues à d'autres raisons, d'autant plus qu'il est difficile de prédire ce qu'aurait été la situation sans Brexit. Les entreprises et particuliers doivent encore s'adapter au nouveau régime prévu par le TCA et aux nouveaux obstacles au commerce, notamment les longs temps d'attente et autres formalités douanières. Les PME ont particulièrement souffert des nouvelles règles, poussant un certain nombre d'entre elles à renoncer aux exportations. La diversité des biens exportés a également diminué. Par contre, les importations de nourriture ont également diminué, stimulant le chiffre d'affaire des producteurs nationaux (hausse de la part du secteur primaire dans le PIB de 0.15% entre 2017 et 2022).

4.1.1 Commerce de marchandises

Depuis 1983, le Royaume-Uni termine chaque année avec un déficit commercial. Celui-ci s'est monté à 208 milliards GBP dans les douze mois jusqu'à mars 2023 (contre 187,3 milliard GBP dans la période précédente). Comme l'année précédente, les principales destinations des exportations britanniques étaient les USA (20.6%), l'Allemagne (6.9%), les Pays-Bas (6.8%), l'Irlande (6.7%), la France (5.3%) et la Chine (4.6%). Pour les importations, les principaux pays de provenance étaient les USA (12.3%), l'Allemagne (9.1%), la Chine (8.1%), les Pays-Bas (7.1%), la France (5.7%) et la Norvège (5.2%). Hormis les diamants et métaux précieux, les principales exportations britanniques étaient les voitures, le pétrole raffiné, le pétrole brut, les produits pharmaceutiques, le gaz, les turbines, et les avions. Les principales importations étaient le gaz, les voitures, le pétrole brut et raffiné, les produits pharmaceutiques et les turbines.

4.1.2 Commerce de services

Dans les 12 mois jusqu'à mars 2023, le Royaume-Uni a exporté pour 415.4 milliards GBP de services, et importé pour 265.7 milliards GBP. Cela constitue un surplus de 149,7 milliards GBP, qui ne suffit pas à compenser le déficit dans le commerce des biens. En 2022, les exportations de services ont augmenté de 21.3%, et les importations ont augmenté de 35.7%. Les principaux services exportés sont les suivants : consulting (assistance légale, comptable etc.) 153 milliards GBP (36,8%), services financiers 73,8 milliards (GBP 17,8%), tourisme 60 milliards GBP (14.8%), télécommunications 34.7 milliards GBP (8.3%) et transports 29.4 milliards GBP (7.1%). Les principales destinations étaient les suivantes : USA, Irlande, Allemagne, Pays-Bas et France. Les principaux services importés sont le consulting 91.3 milliards GBP (34.3%), le tourisme 74.9 milliards GBP (28.2%), les transports 29 milliards GBP (10.9%), les services financiers 17.3 milliards GBP (6.5%) et les télécommunications 13.8 milliards GBP (5.2%). Les principaux pays de provenance étaient les suivants : USA, Espagne, France, Inde et Irlande. Les services numériques sont un secteur en pleine croissance.

4.2 Commerce bilatéral

Le Royaume-Uni et la Suisse continuent d'approfondir leurs liens commerciaux. En 2022, le commerce total entre les deux pays s'est monté à 44.7 milliards CHF. La Suisse a importé pour 19.8 milliards CHF de biens et services britanniques, et exporté pour 24.9 milliards CHF. Pour le Royaume-Uni, la Suisse constitue le 7^{ème} marché d'exportation et le 12^{ème} marché

⁹ [OBR Brexit Analysis](#)

d'importations. Le commerce de l'or et des métaux sont compris dans les chiffres ci-dessus. Il revêt une importance particulière dans les relations bilatérales, mais varie considérablement d'année en année. En 2022, les importations en Suisse d'or provenant du Royaume-Uni ont chuté de 89.7% par rapport à 2021, pour un montant de 2'915 millions CHF. Les exportations d'or au Royaume-Uni ont également chuté de 28.1% pour atteindre 3'039 millions CHF. Cette variation peut être interprétée comme une remise à niveau après une période de rattrapage post-pandémique. Or non inclus, le commerce total entre les deux pays a légèrement progressé entre 2021 et 2022, pour passer de 35.7 milliards CHF à 37.2 milliards CHF.

4.2.1 Commerce de marchandises

Le commerce de marchandises entre la Suisse et le Royaume-Uni s'est élevé à 13.1 milliards CHF en 2022 (3.1% du commerce total de la Suisse – or et métaux précieux non compris). Avec un volume d'exportations de 8,6 milliard CHF, le Royaume-Uni a perdu 1 rang et a été en 2022 le 9^{ème} pays de destination pour les produits suisses (derrière le Japon, l'Espagne et la Slovaquie). Au niveau des importations, le volume s'est élevé à 4.4 milliards CHF. Pour le Royaume-Uni, la Suisse est le 10^{ème} partenaire commercial en ce qui concerne les marchandises (2.8% du commerce)¹⁰. Les principaux biens exportés au Royaume-Uni sont les produits chimiques et pharmaceutiques, suivis par les instruments de précision, l'horlogerie et la bijouterie, puis les machines, et enfin les produits agricoles. Les biens importés du Royaume-Uni sont les produits chimiques et pharmaceutiques, les instruments de précision, horlogerie et la bijouterie, les machines et appareils électroniques, et enfin les véhicules. Alors qu'il tournait toujours autour des 18 milliards CHF dans les années avant la pandémie, le commerce des marchandises a subi une chute d'environ 5 milliards CHF en 2020 dont il ne se relève pour l'instant pas, malgré une légère amélioration. Cette baisse est avant tout à mettre sur le compte des importations en provenance du Royaume-Uni.

4.2.2 Commerce de services

Selon les sources suisses¹¹, le commerce des services entre la Suisse et le Royaume-Uni s'est élevé à 24.2 milliards CHF en 2024, ce qui fait du Royaume-Uni notre 3^{ème} partenaire commercial après les USA et l'Allemagne dans ce domaine¹². Notre pays a exporté pour 12.2 milliards CHF vers le Royaume-Uni, et importé un volume de 11.9 milliards CHF de services. On note que le commerce des services a presque retrouvé son pic pré-pandémique de 2019, lorsqu'il s'était élevé à 25.2 milliards CHF. L'écart entre commerce des services et des marchandises s'est continuellement creusé dans les dix dernières années, en faveur du commerce des services. Les principaux services importés sont les licences, les services financiers, les assurances et les services informatiques. La Suisse exporte principalement des services de consulting, des services informatiques, de recherche et développement et de tourisme.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales¹³

Le manque d'investissements étrangers est un problème reconnu au Royaume-Uni. Malgré des développements positifs présentés par le DBT dans ses dernières statistiques¹⁴ (dans lesquelles l'accent est mis sur le nombre de projets et d'emplois créés plutôt que sur la valeur des investissements), le pays a perdu en attractivité depuis le Brexit. Il reste toutefois une valeur sûre dans le domaine des services financiers. L'année 2021 a été marquée par un désinvestissement net de 51,7 milliards GBP, par rapport aux 34,8 milliards GBP d'investissements de 2020. La valeur totale des stocks d'investissements étrangers au Royaume-Uni en 2021 a augmenté de 83 milliards GBP par rapport à 2020 pour atteindre un total de 2'002 milliards GBP. Les principaux investisseurs au Royaume-Uni, en termes

¹⁰ [Swiss-Impex](#)

¹¹ SECO: [Services Trade Cockpit](#)

¹² Les sources suisses diffèrent des sources britanniques : [Trade and Investments Factsheets : Switzerland](#)

¹³ Source: [ONS](#)

¹⁴ [DBT inward investment results 2022 to 2023](#)

de stock de capitaux, restent inchangés parmi les partenaires occidentaux. Les États-Unis arrivent en tête, suivis par les Pays-Bas, Jersey, la Belgique et le Luxembourg.

Pour l'année 2021, les entreprises britanniques ont réalisé des investissements nets de 61,7 milliards GBP vers l'étranger. Les revenus des investissements britanniques à l'étranger ont nettement augmenté en 2021 par rapport à l'année précédente, passant de 49,6 milliards GBP à 134,7 milliards GBP. Les stocks d'investissements à l'étranger ont augmenté d'un peu plus de 16 milliards GBP pour atteindre 1'769 milliards GBP, ce qui correspond à une hausse de +0,91% par rapport à 2020.

5.2 Investissements bilatéraux¹⁵

Investissements suisses au Royaume-Uni : selon la BNS, le Royaume-Uni est la cinquième destination la plus importante des investissements suisses, après les États-Unis, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Allemagne. Selon les statistiques britanniques, la Suisse se situe comme l'année précédente à la 8e place des investisseurs étrangers au Royaume-Uni. Par rapport à l'année précédente, la Suisse passe donc désormais derrière la France, mais devance l'Allemagne. En 2021, les effectifs des entreprises suisses au Royaume-Uni étaient estimés à environ 88'200 personnes, soit une baisse d'environ 3000 personnes par rapport à 2020.

Les principaux secteurs d'activités des entreprises suisses au Royaume-Uni restent la banque / assurance et la pharma. Dans le domaine financier, l'impact de la fusion UBS / Credit Suisse sur la City reste à évaluer et marquera certainement la tendance des prochains mois. Les récentes discussions avec les représentants de la pharma laissent aussi entendre que le pic des investissements au Royaume-Uni était probablement atteint, au vu des conditions-cadres actuelles plus défavorables (tant au niveau de la recherche et développement qu'au niveau de la production). L'engagement de Glencore au sein du projet de méga-usine de batteries BritishVolt s'est interrompu avec la faillite de l'entreprise. Les nouvelles technologies et l'innovation restent des domaines porteurs, tout comme le luxe.

Investissements britanniques en Suisse : Selon la BNS, le stock d'investissements britanniques en Suisse a encore diminué (40 milliards CHF en 2021 contre 45,7 milliards en 2020). Le Royaume-Uni et ses entreprises se classent ainsi au 6e rang des investisseurs étrangers en Suisse en termes de stock de capitaux (-1 place par rapport à l'année précédente). Du point de vue britannique, la Suisse est la quatrième destination d'investissements directs étrangers après les États-Unis, les Pays-Bas et le Luxembourg (+4 places par rapport à l'année précédente).

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Le Swiss Business Hub UK + Ireland ("Hub" ci-après), continue à remplir son mandat de promotion des exportations suisses au Royaume-Uni et des investissements en Suisse. Dans le domaine des exportations, le Hub se concentre en 2023 sur les secteurs suivants : *Personalised Health, Sustainable Finance, Performance Engineering, Cleantech* et *Space Technology*. En ce qui concerne les investissements, les priorités sont la *fintech*, l'intelligence artificielle, les sciences de la vie et la cybersécurité. Le Hub s'engage en particulier pour promouvoir l'implantation de PME suisses sur le marché britannique. Le 14 juin, les 20 ans du Hub ont été célébrés à Londres en présence du CF Parmelin et du Ministre Nigel Huddleston.

Depuis 2014, l'Ambassade mène un projet de promotion des start-up suisses sur mandat d'Innosuisse. Le "Innosuisse Internationalisation Camp UK" soutient de jeunes entreprises technologiques suisses en vue d'une éventuelle entrée sur le marché britannique. Les entreprises participantes sont issues du programme national de coaching d'Innosuisse. Depuis 2014, le programme encadre environ 8 startups par an.

¹⁵ Sources: [BNS](#) / [ONS](#)

Le programme PRS 2023 de l'Ambassade s'oriente sur les priorités définies par le Conseil fédéral, notamment finance, innovation et durabilité. Les différentes équipes de l'Ambassade contribuent activement à le mettre en œuvre. L'Ambassade continue de miser sur le succès de l'initiative [#WeAreSwitzerland](#) et du Tour du Royaume-Uni en 2022 pour asseoir sa présence dans les différentes régions et promouvoir de nouveaux partenariats. Durant le premier semestre 2023, l'Ambassade a organisé dans ce but différents événements, notamment dans le domaine des sciences de la vie, des fintechs ou de la physique quantique.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Avec 1.3 millions de nuitées en 2022, le tourisme en provenance du Royaume-Uni a presque retrouvé son niveau d'avant COVID (1.6 millions de nuitées en 2019) et a tourné la page de la pandémie (334'000 nuitées en 2021)¹⁶. Le Royaume-Uni était le troisième pays de provenance en 2022, après l'Allemagne et les USA (+2 places). L'ambassade continue de soigner un contact étroit avec Suisse Tourisme UK & Irlande. La Suisse jouit d'une perception très positive comme destination de sports de montagne, et pour ses pensionnats dans lesquels de nombreux Britanniques, généralement des couches sociales aisées, ont passé leurs jeunes années. La baisse constante de la livre sterling par rapport au franc en fait cependant une destination de plus en plus coûteuse.

Le rachat de Credit Suisse par UBS a rencontré un écho très important au Royaume-Uni. Le journal Financial Times s'est d'ailleurs rapidement positionné comme principale source d'informations sur les tractations en cours, et la place financière britannique a suivi de près les interventions du Conseil fédéral et de la BNS pour éviter une faillite du numéro 2 bancaire suisse. Selon les sources britanniques, UBS compte 6'200 employés dans le pays dans des succursales à Londres, Edinbourg, Newcastle, Leeds, Manchester et Birmingham ; Credit Suisse compte de son côté 5'000 employés à Canary Wharf à Londres. 30% de ces 11'200 emplois sont menacés. Si d'une manière générale l'intervention des pouvoirs publics suisses a été positivement perçue pour avoir permis de juguler une crise à plus large échelle, la décision d'effacer toutes les obligations AT1 a suscité des questions. Des cabinets d'avocats britanniques entendent également lancer des poursuites. Au-delà de Credit Suisse, la coopération entre la Suisse et le Royaume-Uni dans le domaine financier reste intense et tant les banques que les assurances suisses disposent d'une présence très marquée sur place.

¹⁶ [Office fédéral de la statistique](#)

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2017	Année 2022
Répartition du PIB¹⁷		
Secteur primaire	0.65%	0.8%
Secteur manufacturier (y compris construction)	20.05%	20.1%
Services	79.3%	79.1%
– dont services publics*

Répartition de l'emploi¹⁸		
Secteur primaire	1.13%	1.03%
Secteur manufacturier	18.47%	17.97%
Services	80.4%	81%
– dont services publics*

* pas de données disponibles

¹⁷ Chiffres 2017/2022: ONS [World Bank, UK, Agriculture / Industry / Services value added \(% of GDP\)](#)

¹⁸ World Bank, UK, [Employment in Agriculture / Industry / Services \(% of total employment\)](#)

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023
PIB (USD mia)*	3123	3071	3159
PIB/habitant (USD)*	46`422	45`295	46`371
Taux de croissance (% du PIB)*	7.6	4	-0.3
Taux d'inflation (%)*	2.6	9.1	6.8
Taux de chômage (%)*	4.5	3.7	4.2
Solde budgétaire (% du PIB)*	-8.3	-6.3	-5.8
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-1.5	-5.6	-5.2
Dettes extérieures totales (% du PIB)*	108.1	102.6	106.2
Service de la dette (% des exportations)**
Réserves (mois d'importations)***	1.9

* Source: IWF, [World Economic Outlook \(April 2023\)](#)

** Pas de données disponibles (cf. World Bank, UK, [Total Debt Service](#) (% of exports of goods, services and primary income))

*** Source: World Bank, UK, [Total Reserves in Months of Imports](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2022

(Exportations et importations de biens et services)

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁹	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ⁵
1	États-Unis	168`328	20.6%	+19%	1	États-Unis	110`822	12.3%	+31.3%
2	Allemagne	55`887	6.9%	+13.1%	2	Allemagne	82`292	9.1%	+18%
3	Pays-Bas	55`238	6.8%	+24.7%	3	Chine	73`381	8.1%	+10.4%
4	Irlande	54`650	6.7%	27.7%	4	Pays-Bas	64`185	7.1%	+59.2%
5	France	43`276	5.3%	33.9%	5	France	51`213	5.7%	+47.9%
6	Chine	37`580	4.6%	+37.7%	6	Norvège	46`494	5.2%	+63%
7	Suisse	33`333	4.1%	+43.9%	7	Espagne	38`713	4.3%	+63.2%
8	Belgique	25`190	3.1%	+23.3%	12	Suisse	19`495	2.2%	+17.7%
	UE	340`070	41.7%	+24.3%		UE	431`928	47.9%	+36.2%
	Total	815`199	100 %	+26.6%		Total	901`838	100 %	+32.2%
	Total (USD)²⁰	1007`749	100%	+12%		Total (USD)	1114`852	100%	+1.1%

Source :

- [Office for Nation Statistics, UK total trade: all countries, seasonally adjusted \(27 April 2023\)](#)

¹⁹ Changement par rapport à l'année précédente in %

²⁰ Données disponibles en GBP. Cours de change utilisé pour USD (moyenne annuelle 2022): GBP 1.00 = USD 1.2362 Source: [Office for National Statistics, Average Sterling exchange rate: US Dollar XUMAUS\\$ \(12 May 2023\)](#)

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte (marchandises)

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2018	10'987	-34.3	25'980	35.8	-14'993	36'967
2019	28'143	156.1	16'411	-36.8	11'731	44'554
2020	15'784	-43.9	15'555	-5.2	229	31'339
2021	12'835	-18.7	33'378	114.6	-20'543	46'213
2022	12'708	-1.0	7'866	-76.4	4'843	20'574
<i>(Total 1)*</i>	8'666	10.8	4'411	1.7	4'255	13'077
2023 (I-VI)**	3526	-29.3	1839	-11.0	1687	5365

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	24.2	25
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	17.9	22.2
3. Machines, appareils, électronique	7.5	8.6
4. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	4.6	4.7

Importations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	4.4	17.4
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	2.5	11.7
3. Machines, appareils, électronique	1.8	7.9
4. Véhicules	1.6	7

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières : [Swiss-Impex](https://www.swiss-impex.ch)

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021²¹

Rang	Pays	Investissements directs (Mrd, GBP, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	États-Unis	675.7	33.7%	+15.4%	6.2
2	Pays-Bas	217.5	10.9%	+1.8%	-24
3	Jersey	192	9.6%	+38.4%	-1
4	Luxemburg	121.3	6.1%	+5.5%	-7.5
5	France	100.9	5%	+5.3%	-5.6
6	Japon	92	4.6%	-16.3%	-4.5
7	Belgique	88.8	4.4%	-34.2%	-2.7
8	<i>Suisse</i>	74.5	3.7%	-11.4%	-0.6
9	Canada	42.4	2.1%	+30.1%	-2.7
10	Espagne	41.3	2.1%	-10.8%	-0.5
	UE	685.1	34.2%	-2.9%	-24.1
	Total	2`002.4	100 %	+4.3%	-50.7
	Total (USD) ²²	2`754.7	100%	+11.8%	-69-7

Sources :

- Office for National Statistics, [Foreign direct investment involving UK companies \(directional\): inward \(23 January 2023\)](#)
- Office for National Statistics, [Foreign direct investment \(FDI\) totals for inward and outward flows, positions and earnings: 2020 and 2021](#)

²¹ Zahlen für 2022 sind im UK (und CH) noch nicht verfügbar

²² Daten liegen in GBP vor. Verwendeter Wechselkurs für USD (Jahresdurchschnitt 2021): GBP 1.00 = USD 1.3757
Quelle: [Office for National Statistics, Average Sterling exchange rate: US Dollar XUMAUS \(12 May 2023\)](#)